

Claudine LIENARD ♦ Collaboratrice à Etopia

Menaces sur l'associatif ! Ça chauffe

J'ai retrouvé la grenouille. Vous savez, celle qui saute direct du bocal d'eau bouillante, mais peut aussi, plus tragiquement, se laisser cuire doucement dans une eau froide qui se réchauffe. C'est vous, c'est moi, lorsqu'une série de mesures dites indolores nous coincent peu à peu dans une situation insupportable sans réagir. Cette métaphore est présente à plusieurs reprises dans les contributions du livre de la Fédération des Employeurs des Secteurs de l'Éducation permanente et de la Formation des Adultes (FESEFA) « *Autonomie associative menacée. Des défis et ambitions pour garantir nos libertés* ». J'ai toujours pensé que si la grenouille était informée de ce qui se tramait dans son bocal, elle pourrait partir plus vite ou tenter d'améliorer son eau. C'est un peu l'ambition de cette publication dont le titre résonne comme un cri d'alarme et qui décortique la dynamique associative, ses origines, son évolution et ses perspectives actuelles. Voilà mis en mots, en phrases, ce que je traverse dans le collectif organisé, le cœur remué des actions et des indignations rassemblées, des temps forts partagés mais aussi l'esprit en ébullition des défis encore et toujours à affronter. Je me rappelle aussi la dernière Journée de l'éducation permanente organisée en 2018 à Namur, m'étonnant un chouïa qu'il faille attendre les trente ans de la FESEFA pour lire ici cette alarme déjà esquissée à l'époque. C'est que, pour déployer son plaidoyer, la FESEFA a d'abord procédé à une vaste recherche auprès du terrain et des acteurs concernés, recherche dont les résultats nourrissent l'ouvrage, renforcés d'une touche d'historicité, complétés de témoignages et conclus par des pistes bien nécessaires, urgentes voire vitales.

Les autorités publiques dispensatrices de subsides cruciaux pour la mise en œuvre des actions et projets n'ont en effet pas épargné leurs coups

de boutoir. Le secteur se trouve ainsi de plus en plus acculé dans les cordes d'un contrôle d'efficacité qui s'est peu à peu substitué au soutien redistributif de l'action citoyenne des débuts. La logique entrepreneuriale – projets, rentabilité, évaluation – prend le pas de l'accompagnement de citoyen·nes qui tâtonnent, procèdent par essais et erreurs, cherchent autant les pistes d'amélioration de leurs conditions de vie que les meilleures façons de les façonner ensemble. Du coup, ça se professionnalise, ça compte, ça communique. Les fossés se creusent entre le monde politique et ce corps intermédiaire de l'Éducation permanente, entre les exigences d'en faire un vrai métier et celles d'accueillir du bénévolat, entre les ressentis et les images d'une communication qui explose dans ses formes et ses destinataires. Ce livre tente de mettre à plat le malaise, de décortiquer les logiques mises en œuvre et subies, d'esquisser des suites. Une bouée pour un monde qui se noie ? Une potion d'indignation mobilisatrice ? Aux lecteur·rices de juger. Mais une chose est certaine : voilà un ouvrage à mettre sur toutes les tables associatives, à se ré-approprier en groupes, ateliers, formations ou assemblée générale et conseil d'administration. Il y a urgence.

La première partie, réalisée par la sociologue Morgane Devries, met en lumière l'ancrage et l'évolution historique du fait associatif aussi ancien que l'État belge et développé à partir de volontés partagées et solidaires de répondre aux problèmes sociaux. L'éducation populaire ou permanente, comme on veut, ouvre un espace public nécessaire pour partager en groupes citoyens de l'information critique, des prises de conscience des situations sociales et des

mécanismes de domination, la détermination des enjeux et des résolutions des problématiques sociales rencontrées. Cet espace est protégé par la liberté d'association et bientôt soutenu par les mécanismes publics de redistribution des richesses produites. L'ouvrage va bien plus loin dans l'exposé des tensions, des évolutions, voire de la perte du sens associatif au fil du temps.

La deuxième partie brosse un état des lieux des champs d'action du monde associatif et des stratégies de vie et de survie qu'il déploie, racontées par différents responsables et acteur·rices du secteur. Christine Steinbach, de la Fondation Travail-Université, s'alarme de la dérive d'associations rassemblées par et pour les personnes pauvres ou en voie de précarisation et qui se trouvent « *assignées à l'action « réparatrice » et « facilitatrice » des mesures politiques, au détriment du rôle de représentation collective des réalités de vie et de défense des droits des personnes* ». Julien Charles et Myriam Van der Brempt du CESEP décortiquent les acrobaties indissociables de la participation citoyenne dont la prise en compte permet tout simplement l'exercice nécessaire de la citoyenneté. Ce n'est pas tout. Si je vous raconte que, récemment, je suis allée visiter une exposition artistique au Musée Juif à Bruxelles et que cela démarrait dans un couloir étroit avec portique de contrôle comme dans un aéroport, avec des indications par micro pour vérifier mon petit sac à dos ... c'est pour évoquer la contribution de Véronique Herman du Centre de Formation Cardijn (CEFOC) qui met en lumière comment un contrôle étatique peut perturber et mettre en tension le cheminement d'insertion sociale



de personnes ayant perdu droits et moyens d'existence. L'associatif réagit aux contraintes, mais ses stratégies font aussi l'objet de remises en question politique. Milena Chantraine et Emmeline Orban, de la Plateforme francophone du volontariat, s'alarment des difficultés grandissantes à conjuguer les exigences d'inclusion et de mixité et celles de la professionnalisation grandissante. Quant à Bernard Fusulier et Marc Zune du GIRSEF, ils montrent – et c'est passionnant – les contraintes et opportunités d'un poly-subventionnement parfois voulu, parfois refusé, souvent nécessaire pour les projets, l'autonomie ou la survie.

Un dernier chapitre plutôt musclé déconstruit les notions dominantes dans le secteur et redéfinit ses enjeux. Première salve avec Jacques Moriau du Conseil bruxellois de coordination sociopolitique. En s'appuyant sur l'exemple du secteur social-santé de plus en plus mis au rang de l'action publique, il montre la dérive d'une marchandisation où une relation de partenariat se transforme libéralement en une relation client/fournisseur. Il pose aussi de bonnes questions : avec un rôle de plus en plus étouffé d'explorateur de possibles, « *quelle place est encore accordée à l'innovation, au travail à la marge, à l'essai pas toujours couronné de succès ?* ». Enfin, il appelle à débattre sur le principe de l'appel à projets. Montons donc sur la Barricade d'où Olivier Starquit nous met en garde sur l'importance militante du choix des mots qui est celui du pouvoir, du politique, du subsidiant mais aussi le choix du militant, professionnel ou non, associatif. Ne pas se tromper de termes, car ceux-ci nous modèlent le cerveau, la vision et l'appréhension du monde et des autres. Multipliés et dévoyés, ils font brouillard entre la population et les autorités, aggravant tensions sociales et distances démocratiques. « *Définir les mots est un acte politique* » fait aussi partie des missions de l'Éducation permanente. Pas d'autonomie citoyenne sans réflexivité et pas de réflexivité sans approche critique, pour-



suit Jean Blairon, de RTA (Réalisation, Téléformation et Animation) qui nous rappelle opportunément l'ancrage du principe associatif dans les expériences communalistes comme celle de la Commune de Paris. Il cite Jacqueline Fastres qui caractérise ces expériences par une participation critique à la société, la possibilité de produire hors des logiques capitalistes et celle de s'éduquer soi-même. Des enjeux qui se posent aujourd'hui encore dans les champs politique, économique et social. Comment, dès lors que l'associatif doit entrer dans un code unique des sociétés, continuer à « *pouvoir se définir d'autres lois que celles du 'pouvoir centralisateur'* » ?

L'apport de Mathieu Vanwelde de l'asbl SAW-B, montre que le processus est enclenché depuis belle lurette : le nouveau Code des sociétés et des associations (CSA), voulu par les décideurs politiques, risque bel et bien de changer fondamentalement le sens et l'existence du champ associatif en faisant passer le non-marchand dans la logique de marché. Une normalisation qui risque de renvoyer des acteurs associatifs rétifs dans le monde précaire de l'association de fait avec toutes ses conséquences envisageables et de transformer pour les autres une possibilité d'activités marchandes en obligation.

HORMONES SIMONES

Envie de fabriquer gratuitement et vous-même vos serviettes périodiques réutilisables ?

Rendez-vous entre femmes pour quatre heures d'échange de savoir et de parole libre.

Où ? Toestand 53 avenue du port, 1000 BXL

Quand ? Mardis 4 octobre, 8 novembre et 6 décembre 2022 de 10h00 à 14h00

Partenaires : Les cadavres Exquis ASBL / Toestand VZW / Bruzelle

Infos et inscription : Maud Van Braekel
GSM : 0495/73.66.03

Formation subsidiée par la COCOF

Cet ouvrage aurait sans doute pu s'enrichir davantage d'autres sources associatives, d'autres réflexions d'acteur-rices, croiser le péril de la marchandisation avec d'autres défis comme la domination masculine ou la crise climatique. Il se révèle néanmoins incontournable pour lancer politiquement l'alerte et permettre au secteur de faire un point nécessaire avec celles et ceux qui le découvriront et le mettront en lecture et débat collectif.

Il se lit comme un livre d'aventures vivantes, mais aussi comme une analyse sociologique implacable et un plaidoyer politiquement argumenté. Il se termine par un appel à fonder un nouveau « *contrat de participation démocratique* » lancé en conclusion par Geoffroy Carly, vice-président de la FESEFA qui plaide pour « *élargir et évaluer le CSA qui s'est mis en place sans réel débat démocratique impliquant l'ensemble des réalités associatives* ».

À suivre, donc... 



Autonomie associative menacée. Des défis et ambitions pour garantir nos libertés, Bruxelles, FESEFA-Éditions Couleurs Livre, 2021.